

11 septembre 1995, Québec

Accueil du Président de l'Assemblée nationale française

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale française,
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale du Québec,
Monsieur le Consul général de France à Québec,
Monsieur le Délégué général du Québec à Paris, Messieurs les membres du Corps consulaire,
Monsieur le Vice-premier ministre,
Mesdames et Messieurs les Ministres et Députés, Messieurs les Maires,
Distingués invités,
Mesdames, Messieurs,

Quel plaisir, Monsieur le Président, de vous recevoir ici ce soir. Quel plaisir, quelle joie d'accueillir en nos murs un ami, « un frère », pour reprendre le mot particulièrement touchant que vous avez utilisé lors de mon passage à l'Assemblée nationale française en janvier dernier.

Et pour bien exprimer notre bonheur, nous avons réuni ce soir dans ce lieu historique de fervents artisans des rapports franco-québécois.

Vous savez, Monsieur le Président, l'attachement des Québécoises et des Québécois à la France. Vous savez les liens de toutes sortes qui unissent nos deux peuples. Des liens qui, il faut s'en réjouir, débordent largement le cadre institutionnel pour s'inscrire dans les dizaines de milliers de relations d'amitié. La langue et les racines culturelles que nous partageons, la différence que nous construisons à chaque génération, favorisent un rapprochement toujours nouveau, toujours changeant. On peut le constater bien sûr dans nos rapports bilatéraux, dans nos échanges, j'allais dire dans notre complicité, en francophonie.

Mais il y a plus. Les Québécoises et les Québécois se sentent directement concernés par ce qui se passe et se dit en France. Ainsi, à l'heure actuelle, ils sont touchés par la série d'attentats dont des Français sont victimes depuis quelques semaines. À cet égard, ils souhaitent par ma personne, vous exprimer, Monsieur le Président, leur plus sincère sympathie.

Les échanges franco-québécois sont « dans la nature des choses » pour reprendre l'expression du Général de Gaulle. Il y a consensus au Québec et en France, me semble-il, pour les enrichir, les développer, les actualiser sans cesse. Il s'agit en fait de créer les conditions qui permettent à nos deux communautés de relever ensemble les défis que l'histoire et l'économie mettent à notre porte.

À ce propos, je me réjouis qu'à votre initiative et à celle du président de l'Assemblée nationale du Québec, M. Roger Bertrand, le thème des autoroutes de l'information ait été retenu pour la rencontre annuelle de la Commission interparlementaire franco-québécoise. Je crois sincèrement qu'il va de l'intérêt de la France et du Québec que des partenariats nombreux apparaissent dans ce domaine. La place du français dans les nouvelles technologies de l'information ne peut être assurée que si les deux piliers de la francophonie mondiale

travaillent main dans la main. Je suis heureux de constater que la France partage ce point de vue.

La France peut compter sur la collaboration du Québec pour le développement de nos relations bilatérales. Nous avons besoin de nos rapports avec la France pour assurer notre épanouissement. Nous entendons les favoriser.

Nous vous remercions, Monsieur le Président, comme un des plus ardents promoteurs des relations franco-québécoises en France. Les Québécoises et les Québécois vous en sont reconnaissants. D'abord, en tant que président de l'Assemblée nationale. J'ai été à même de constater, si besoin était, l'intérêt que vous portez à nos rapports lors de ma visite officielle en France au début de l'année. L'accueil que vous m'avez réservé à l'Hôtel de Lassay témoigne éloquemment de votre engagement. Votre présence à la Xe session de la Commission interparlementaire franco-québécoise qui se tient présentement à Québec constitue une autre preuve.

Lorsque vous nous avez reçus, en janvier à Paris, vous avez prononcé des phrases lourdes de sens sur les liens qui unissent nos deux peuples. « La France, avez [-] vous dit, a besoin du Québec pour bien des raisons, connues ou pas, conscientes ou pas, claires ou plus mystérieuses. » Je crois fermement, Monsieur le Président, que vous avez dit là une grande vérité. Et que nous pouvons aussi dire le vrai en reversant la proposition le Québec a besoin de la France pour plusieurs raisons qui s'imposent d'évidence. Mais elle en a besoin aussi pour bien des motifs qui ne tiennent ni de l'économie, ni de la géopolitique. Il y a une part de mystère dans nos rapports, personnels et collectifs, avec la France et ses habitants. Dans la vie de chaque Québécoise et de chaque Québécois, il y a un moment où nous voulons élucider cette part de mystère. Et une des beautés de nos relations, c'est que nous n'y parvenons jamais tout à fait.

En tant que maire d'Épinal, je sais que vous voulez encourager les rapprochements entre jeunes Français et Québécois, notamment par le biais du jumelage d'écoles d'Épinal et de Saint-Hyacinthe au Québec. Un groupe de jeunes élèves d'une institution scolaire de votre commune était d'ailleurs au Québec le printemps dernier. Et je ne parle pas de l'intérêt que vous portez au sport national des Québécois qui a amené l'embauche d'un ancien capitaine des Canadiens de Montréal comme instructeur de l'équipe de hockey d'Épinal. Vous venez au Québec, Monsieur le Président, à une période importante de notre histoire. Dans quelques semaines, les Québécoises et les Québécois seront appelés à se prononcer sur leur avenir.

Cette consultation populaire constitue l'aboutissement d'une vaste démarche au caractère démocratique et novateur. Je suis convaincu que cette démarche n'a pas échappé au défenseur des droits démocratiques que vous êtes et à l'artisan des grandes réformes de la Constitution française entérinées à Versailles en juillet dernier.

Nous avons tenu à ce que dès le départ les Québécoises et les Québécois soient impliqués et mis à contribution. Voilà pourquoi au début de l'année, après le dépôt d'un avant-projet de loi sur la souveraineté, nous avons mené, de l'Abitibi aux Îles-de-la-Madeleine, de l'Ungava aux frontières américaines, une vaste consultation présidée par des hommes et des femmes dont la compétence est reconnue dans leur milieu. Plus de 50 000 personnes y ont participé

et des milliers de mémoires ont été déposés. Les avis, suggestions et opinions ont été colligés et soumis au gouvernement pour prise en considération. Fort de cette contribution populaire exceptionnelle, le gouvernement a refait ses devoirs. Il y a quelques jours, un projet de loi a été déposé à l'Assemblée nationale en même temps que la question référendaire. Ce projet de loi constitue une version modifiée de l'avant-projet de loi du début de l'année. Il intègre les suggestions et recommandations émises lors des commissions régionales et nationales.

Les Québécoises et les Québécois avaient exprimé leur volonté que le gouvernement leur propose un projet de société afin de se prononcer de façon plus éclairée sur leur avenir. Nous avons répondu à leur demande en déposant la semaine dernière une déclaration de souveraineté qui résume en quelque sorte les grandes valeurs sur lesquelles s'appuie la société québécoise.

Cette démarche correspond à la nature même de la société québécoise qui a été une des premières dans le monde occidental à se doter d'un régime parlementaire et à définir des paramètres rigoureux pour l'exercice démocratique, notamment en ce qui a trait au financement des partis politiques et à la tenue des référendums.

Monsieur le Président, j'ai pris note avec plaisir de la volonté des autorités françaises de ne pas prendre parti dans le débat référendaire. La politique de « non-ingérence et de non-indifférence » nous convient parfaitement. Il appartient aux Québécoises et aux Québécois seuls de décider de leur avenir. Cependant, une fois connus les résultats du référendum, nous souhaitons que la France soit à nos côtés pour que ce choix soit reconnu. Nous savons que nous pourrions compter sur vous, M. Séguin, pour nous accueillir lorsque nous nous présenterons à la table des nations.

Avant de terminer, Monsieur le Président, je voudrais vous demander de transmettre nos meilleurs vœux au Président de la République, M. Jacques Chirac. Nous connaissons la longue, fidèle et indéfectible amitié du Président français pour le Québec; nous la savons porteuse d'avenir. Je vous saurais gré également de lui indiquer que nous serions heureux de l'accueillir au Québec au moment qui lui conviendra.

Veillez transmettre aussi nos meilleurs vœux au premier ministre, M. Alain Juppé, qui m'a indiqué son intention de venir nous visiter dans le cadre des rencontres périodiques alternées des premiers ministres français et québécois.

Avant de lever mon verre, je voudrais vous remercier encore une fois, Monsieur le Président, de nous honorer de votre présence. Votre visite qui commence aujourd'hui constitue un moment exceptionnel dans le dialogue politique que nous souhaitons de part et d'autre.

Pour reprendre les paroles d'une de nos vieilles chansons de folklore, sans doute d'origine française, « Oui nous l'aurons, dans la mémoire longtemps. »
Longue vie à l'amitié franco-québécoise.